

Strasbourg, 12 December 2003  
[tpvs24aadd\_2003.doc]

**T-PVS (2003) 24 addendum**

CONVENTION ON THE CONSERVATION OF EUROPEAN WILDLIFE  
AND NATURAL HABITATS

**Standing Committee**  
23<sup>rd</sup> meeting

Strasbourg, 1-4 December 2003

---

**STATEMENTS / DECLARATIONS**

*Document prepared by  
the Directorate of Culture and of Cultural and Natural Heritage*

# STATEMENT

## Déclaration du Burkina Faso

### 1. INFORMATIONS GENERALES

Le Burkina Faso a adhéré à la Convention de Berne le 1<sup>er</sup> octobre 1990 en application des dispositions de l'article 20 qui prévoit que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut inviter un Etat non membre à être Partie de ladite convention.

La Direction des Parcs nationaux, Réserves de faune et des Chasses, une direction technique du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, est chargée de la mise en œuvre de la Convention de Berne, ainsi que toutes les autres conventions inter-africaines et internationales en matière de faune.

#### Les conventions internationales

- La Convention de Washington relative au commerce international des espèces de flore et de faune menacées d'extinction (CITES), conclue le 3 mars 1979 à Washington, adhésion du Burkina Faso le 23.8.1989 ;
- La Convention relative aux zones humides d'importance internationales particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar), conclue le 2 février 1971 à Ramsar, adhésion du Burkina Faso le 23 août 1989 ;
- La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn), conclue à Bonn le 23 juin 1979, adhésion du Burkina le 23 août 1989 ;
- L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, adhésion du Burkina Faso aux statuts le 20 décembre 1990 ;
- La Convention sur la protection du patrimoine culturel (Unesco), 17 décembre 1975.

#### Les conventions inter-africaines

- La Convention africaine pour la conservation des ressources naturelles (ou Convention d'Alger) signée le 15 septembre 1968 ;
- L'Accord de lutte anti-braconnage, signé le 12 juillet 1984 entre le Bénin et le Burkina Faso et auquel le Niger a adhéré par la suite.

Aussi le Burkina Faso s'est doté d'une législation pour la protection de ses ressources naturelles en votant des textes de loi conformes à l'application de la Convention de Berne.

Il s'agit de :

- La Loi n° 006/97/ADP du 31 janvier 1997, portant Code forestier ;
- La Loi n° 005/97/ADP du 30 janvier 1997, portant Code de l'environnement ;
- Le cadre juridique de protection et de gestion durable des ressources biologiques du pays est complété par l'adoption d'instruments dont l'efficacité renforcera les mesures prises en faveur des espèces de faune et de flore sauvages et la préservation de leurs habitats naturels ; c'est ainsi que le Plan d'action national pour l'environnement, la Stratégie nationale pour la diversité biologique et la Stratégie nationale de gestion de la faune sont mis en œuvre.

### II. LA CONSERVATION DES HABITATS ET DES ESPECES

Le Burkina Faso est un pays sahélien situé à l'ouest du continent africain avec une superficie de 274 122 km<sup>2</sup>.

Du nord au sud du pays, la végétation est successivement marquée par des prédominances herbeuses, arbustive, arborée, de galeries forestières et de forêts claires. Le pays dispose de 66 formations naturelles classées d'une superficie totale de 2 712 747 hectares (MEE, 1999 – Monographie nationale sur la diversité biologique du Burkina Faso) ; on y distingue :

- Les Parcs nationaux : 390 000 hectares ;

- Les Réserves de faune : 2 545 000 hectares ;
- Les forêts classées : 880 000 hectares.  
A cela, il convient d'ajouter deux autres zones de renommée internationale :
- La Réserve de la biosphère (Mare aux hippopotames) d'une superficie de 19 200 hectares ;
- Une zone humide d'intérêt international (Site Ramsar), la mare d'Oursi d'une superficie de 45 000 hectares.

Conscientes des conséquences néfastes de la désertification, et le fait que les ressources naturelles constituent globalement la base matérielle du développement socio-économique, les autorités burkinabé ne ménagent aucun effort pour faire de ce réseau d'aires classées, des aires de conservation des ressources ligneuses et cynégétiques pour freiner la tendance à l'épuisement des espèces : car ces aires assurent des fonctions multiples qui sont :

- ✓ La régulation du climat et des grands équilibres écologiques ;
- ✓ La protection des bassins versants et des sites naturels (cours d'eau, lacs, etc) ;
- ✓ La conservation de la diversité biologique ;
- ✓ La production du bois ;
- ✓ La production soutenue de gibier ;
- ✓ Le développement du tourisme et des activités récréatives ;
- ✓ La protection des monuments du Patrimoine culturel, etc.

Ces Parcs nationaux et Réserves, échantillons représentatifs des différents écosystèmes, se singularisent chacun pour la préservation d'un écosystème caractéristique du pays ou la protection d'espèces sédentaires ou migratrices intéressant la Convention de Berne.

En effet, le Burkina Faso, malgré les conditions climatiques difficiles et un milieu naturel en dégradation, dispose d'un cheptel sauvage intéressant : 35 espèces de grands mammifères (taille allant du lièvre à l'éléphant), une riche avifaune et de nombreux reptiles.

Ce cheptel réside essentiellement à l'intérieur du réseau d'aires classées où il est appliqué plusieurs régimes de gestion : le tourisme de vision, la chasse sportive, la chasse villageoise, le ranching.

### **III. ACTIVITES MENEES**

Pour toutes les activités menées ou à mener au titre du réseau d'aires classées, la stratégie adoptée est l'approche participative ; cette approche est érigée en principe directeur pour l'ensemble des interventions. Le caractère participatif à conférer aux interventions suppose la concertation à chacune des phases des actions envisagées avec les parties concernées, surtout avec les populations rurales riveraines des parcs et des réserves.

Ainsi les activités menées ces dernières années ont porté sur :

- La sensibilisation : elle se fait par des rencontres d'information et d'échanges avec les différents acteurs des zones abritant les aires classées qui, en retour, s'organisent en comités locaux de gestion ;
- La formation : elle concerne ou s'adresse aux cadres du développement rural (Agents chargés de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage, etc...) et les utilisateurs des ressources naturelles (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs autorités coutumières, etc.).

La formation porte sur des thèmes relatifs à la gestion de ces entités écologiques (la gestion des feux, la coupe abusive du bois, la lutte contre le braconnage, la connaissance des oiseaux migrateurs et la protection de leurs habitats).

- La matérialisation des limites de certaines aires classées et le renforcement du réseau de pistes et de points d'eau, etc.

- Les inventaires : des inventaires pédestres et aériens ont été menés dans les zones à vocation faunique pour une meilleure compréhension écologique desdites zones dans le but de procéder à leur aménagement et à l'élaboration de leur plan de gestion.

Aussi, le Burkina Faso procède à des dénombrements annuels des oiseaux (grâce à l'appui financier de l'ONCF) dans les zones humides suivantes :

- ✓ Sahel Burkinabé (nord du pays) : les mares d'Oursi, de Yombili, de Ganadouri, de Darkoye, de Markoye, de Bel Diabé, de Kouna et de Konssi ;
- ✓ L'est du pays : le barrage hydroélectrique de la Compienga ;
- ✓ Le nord-ouest du pays : la vallée du Sourou ;
- ✓ L'ouest du pays : la Réserve de la biosphère de la mare aux Hippopotames et le lac de Tengrela.

Au total, 39 669 oiseaux ont été comptés sur les sites d'étude dont 60 espèces d'oiseaux d'eau, appartenant à 18 familles et se répartissant en trois groupes selon leur origine :

- Les espèces purement afro-tropicales : 25 (exemples, *Ciconia episcopus*, *Bostrychia hagedash*, *Ardea melacephala*, *Dendrocygna viduata*, *Vanelus spinosus*,...);
- Les espèces migratrices du Paléarctique : 23 (exemples : *Anas querquedula*, *Anas clypeata*, *Anas crecca*, *Circus pygargus*, *Limosa limosa*, *Tringa erythropus*, *Tringa totanus*, etc) ;
- Les espèces à la fois Paléarctiques et africaines : 12 (exemples : *Egretta alba*, *Egretta garzetta*, *Ardea cinerea*, *Glareola pratincola*, *gallinula chlopus*, etc.) .

Le Burkina Faso développe aussi des actions concertées avec les pays voisins (Ghana, Togo, Bénin, Niger, Mali) pour la conservation de certaines espèces, notamment l'éléphant d'Afrique.

#### IV. DIFFICULTES

Les difficultés sont essentiellement liées à l'insuffisance de moyens humains, matériels et financiers pour faire face à ce vaste programme de conservation des aires classées dans un pays sahélien qu'est le Burkina Faso.

#### CONCLUSION

Le Burkina Faso, pays sahélien situé au cœur de l'Afrique de l'ouest, a fait de la protection de l'environnement une priorité ; son adhésion aux différentes conventions en est la preuve ; car, dans le domaine des ressources naturelles, la coopération internationale devient de plus en plus incontournable et indispensable ; les conséquences de la dégradation de notre environnement touchent l'ensemble de la terre.

Ainsi, il convient d'insister sur le fait que l'animal migrateur par sa biologie reste un bien communautaire, un bien universel et ne saurait être considéré comme la propriété d'un Etat ou parfois d'un continent ; les actions de conservation et de gestion dans ce domaine doivent tenir compte de ce statut privilégié que lui confère la nature. La faune migratrice ne pourra survivre que s'il existe une coopération internationale effective et réaliste : c'est tout l'intérêt que le Burkina Faso accorde à la Convention de Berne en y adhérant et en participant au Réseau Emeraude.

Enfin, le Burkina Faso adresse tous ses encouragements au Conseil de l'Europe, à son Secrétariat Général pour tous les efforts déployés jusqu'ici pour faire de la Convention de Berne un outil de coopération internationale pour la conservation de la nature.



Fédération des Associations de Chasse et Conservation de la Faune Sauvage de l'U.E.  
Federation of Associations for Hunting and Conservation of the E.U.  
Zusammenschluss der Verbände für Jagd und Wildtiererhaltung in der E.U.  
Federazione delle Associazioni venatori e per la Conservazione della Fauna Selvatica dell'U.E.  
Federación de las Asociaciones de Caza y Conservación de la Fauna Silvestre de la U.E.

---

## Opening Statement by FACE

As in the past, FACE considers the *Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats* (Bern Convention) as an essential and pragmatic European legal instrument for the conservation, management and sustainable use of wild species and their habitats. FACE has participated as observer at all meetings of the Convention's *Standing Committee* since 1983, as well as of several technical working groups or committees.

In co-operation and co-ordination with its 31 member organisations, and in close collaboration with other NGO's (CIC, *Wetlands International*, IUGB, IUCN, ...) FACE initiates and supports wildlife conservation activities, habitat protection and restoration schemes, research, monitoring and data collecting projects and awareness raising programmes. It advocates proper enforcement of relevant legislation and rules and strongly opposes all forms of illegal taking or unsustainable hunting practices.

Some examples:

- FACE assists the *Committee on the Environment* of the Council of Europe's *Parliamentary Assembly* in its work on the sustainable management of hunting in the countries of Central and Eastern Europe.
- FACE promotes good habitat protection, wildlife management and sustainable hunting practices through the publication of a comprehensive report (foreseen for 2004: the 25<sup>th</sup> anniversary of the Convention!) with documented case studies from 25 – current and future – E.U. Member States.
- Also in 2004, FACE will launch an E.U. wide pilot project on the collection of bag record data for a number of indicator “game” bird species, this as part of its more ambitious *Conservation and Sustainable Harvest* or CASH project for 81 huntable bird species.
- These activities are part of its contribution to the 10-point *Sustainable Hunting Initiative*, launched by the European Commission in close negotiation process with *BirdLife International*, which should lead to the signing in November 2004 of a *Charter on Sustainable Hunting*.
- FACE supports the work of the *Large Carnivores* and *Large Herbivores Initiatives*.
- FACE is an active member of the IUCN *European Sustainable Use Specialists Group*.

FACE intends to continue playing an active role in the promotion and implementation of the *Convention* and offers its network of contacts, technical expertise and political support to the Convention's Secretariat and contracting parties.

Founded in 1977, FACE is a non-profit-making, non-governmental, international association with its Headquarters in Brussels (Belgium). Through its 31 Members, the national hunters' associations of the Member States of the E.U. and other *Council of Europe* countries, FACE represents the interests of some 7 million European hunters. It promotes hunting and wildlife management, in accordance with the principle of *sustainable use*, as a tool for conservation and rural development.

## **Statement by the Cyprus Conservation Foundation representative, Dr Artemis Yiordamli**

### **1. AKAMAS**

The representative reminded the Committee that last year's meeting not only decided to keep the file on Akamas and Limni open but that a detailed management plan be presented at the next meeting. She pointed out that the Cypriot government has presented only general principles for a management plan and that 20 out of the 22 points contained therein focussed on development actions for the Akamas communities. While the need to provide for community interests is understood and supported, not enough has been done for the actual protection of the landscape and the wildlife beyond.

The Government proposal does not provide for a scientific committee, for the creation of buffer zones, nor for the protection of the coast (where noisy water sports now take place). It refers to a road, contrary to the recommendations of the Ellul Report, which this Committee commissioned and approved. It refers to a Community Centre (again contrary to the Ellul Report), and to possible reduction of forest zones. Thus the proposed plan concentrates more on development possibilities rather than protection, and even that part of Akamas proposed for designation as a Natura 2000 site is very limited.

Since protective measures have not yet been put in place, while previous illegalities on the Akamas coast continue, she called on the Committee to keep the file open and to request of the Cyprus government that it fully implements the Recommendation 63/97; that it adopts the recommendations of the Ellul Report within the government decision; that it implements existing legislation; and that it desists from further measures or permits until a Scientific Committee is duly appointed, with representation from the EU, IUCN, and Council of Europe.

Regarding Limni, the mega-hotel development under consideration is not compatible bearing in mind the EIA findings for the area's protection. Both Akamas and Limni should be designated appropriately to provide protection for these important sites.

-----

The representative of the Cyprus government, in his response, stated that fully transparent consultative procedures would be followed, and had no objection to the file remaining open.

-----

It was decided that:

- the file should remain open
- that the government should be asked to comply fully with Recommendation 63/97
- that the boundaries of the area, including the Natura 2000 site, should be delineated in such a way as to include the full extent of the area in need of protection
- that no irreversible measures should be taken until a management plan is in place
- and that the situation will be continued to be monitored by the Committee

### **2. BIRDS**

When the UK Government sent its response to the Committee it did not communicate it to us the NGO who had raised the subject. Consequently we were not aware of document T-PVS/files (2003)1 in order to rebut it when the Bureau met last April. The Bureau having only the UK document before it, took it at face value. From the Cyprus Government's report (T-PVS/files (2003) 25) it has been made clear although stated very politely – that the following three issues are unresolved:

- (1) there is no final outcome by the independent international panel set up to assess the dangers to wildlife. Reports sent by two Cyprus government departments are still being considered. Nevertheless, both these reports express grave concern.

- (2) That the proposals of the British Government for a Ramsar site effectively break up the area and fragment its protection. This can be seen in the two maps give in our document T-PVS/files (2003)19
- (3) The outcome on the dangers posed to humans through electromagnetic emissions is still under study.

The reports that reach us state that several thousand birds are killed by the existing complex of antennae know as Pluto I and we can only speculate about the new bigger complex (Pluto II). We consider that the UK Government report has been economic with the truth, that this antenna complex is likely to cause serious harm to birds and humans. If this Committee is concerned, and rightly so about the safety of birds flying into Cyprus from the North East, it cannot ignore the fate of the avifauna flying in from the South. Now that the true dimensions are known, we ask that both these issues should be on the agenda, that the Committee should be closely involved in the progress, ideally through an on-site inspection and that it should be formally informed of the outcome of the anticipated report.